

Moyen-Orient : l'attitude frileuse des évêques français

Silence, tergiversations, peur du dialogue... L'attitude frileuse de la hiérarchie catholique française face au bain de sang en cours au Proche Orient offusque les chrétiens de justice et de paix.

Tout porte à croire que cette attitude n'est pas due à la seule méconnaissance du dossier. Elle tient aussi au tête-à-tête stérile que l'épiscopat entretient avec le CRIF et le Consistoire, les deux instances officielles auxquelles l'Église, à l'instar du pouvoir séculier, a cru bon d'accorder le monopole de la représentation des Juifs de France. En tenant à l'écart les Juifs, de plus en plus nombreux, qui ne s'estiment pas représentés par ces institutions – auxquelles ils reprochent notamment de défendre les intérêts d'Israël plus que ceux des Juifs de France –, l'Église affaiblit sa capacité de discernement et de jugement, et s'expose à des incohérences dommageables.

Le 2 mars 2026, l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) a écrit au président de la Conférence des Évêques de France (CEF), le cardinal Jean-Marc Aveline, pour contester le monopole du CRIF « *dont les prises de position mettent les Juifs en danger* », et demander que l'Église intègre dans son « dialogue judéo-chrétien » les autres sensibilités du judaïsme français, riche de sa diversité. À ce jour, elle n'a reçu aucune réponse. Pourtant l'UJFP, ennemie du communautarisme et ne prétendant pas représenter tous les Juifs, formulait une demande simple et pondérée : que l'Église ajoute à la liste de ses interlocuteurs les Juifs qui se présentent comme porteurs, en pensée et en action, des valeurs spirituelles et humaines du judaïsme ancestral, et ne se limite pas aux institutions officielles imprégnées de l'idéologie politique sioniste. Si l'Église de France, au contraire d'autres confessions (notamment protestantes), nous a habitués à des attermoissements suspects sur le drame du Proche-Orient (Liban inclus), son refus d'entendre d'autres voix juives est lourd de conséquences. Qu'on en juge. Le 26 août 2024, le grand rabbin de France Haïm Korsia tient sur BFM-TV des propos à tendance génocidaire, en appelant l'armée israélienne « *à finir le travail* » à Gaza (on sait ce que cela signifie au vu du génocide des Juifs il y a 80 ans). Quelle est la réaction de l'Église de France à ces paroles d'un partenaire officiel du « dialogue » judéo-chrétien ? Le silence... Un mois plus tard, le 7 octobre 2024, la Conférence des responsables de cultes en France (CRCF) publie un Appel international à la paix et à la fraternité, cosigné par la CEF et le grand rabbin, qui demande de « *ne pas importer en France* » le conflit du Proche-Orient et condamne « *tout discours appelant à la haine et à la destruction* ». Amnésie, hypocrisie ? Le 29 mars 2025, en réponse à un colloque d'intellectuels arabes témoignant du discrédit des « valeurs » occidentales et chrétiennes dans les pays du Sud global, Mgr Éric de Moulins-Beaufort, président sortant de la CEF, dénonce sans détours « *l'usage par l'État d'Israël d'une violence sans proportion et son mépris du droit international tout comme les exactions des colons protégés par l'armée israélienne en Cisjordanie* ». Mais dans la même lettre, il cite l'Appel du 7 octobre 2024 comme preuve de l'action et de la bonne volonté de l'Église... On peine

à comprendre. Un président de la CEF doit-il attendre la fin de son mandat pour s'exprimer en vérité ? Quelle est la valeur d'un Appel contenant des principes qui sont déjà violés par un des signataires ? Le « dialogue » judéo-chrétien restrictif tel que le pratique l'Église de France ne montre-t-il pas là ses limites ?

Deux poids, deux mesures

Dans son attitude à l'égard des Juifs de France, l'Église catholique applique-t-elle le principe du deux-poids deux-mesures ? A-t-elle ses « bons » et ses « mauvais » Juifs ? Les « bons » sont-ils les adeptes du CRIF et du Consistoire, les « mauvais » ceux et celles qui demandent une paix juste au Proche-Orient, l'application du droit international, la non instrumentalisation des textes religieux à des fins politiques ? Des Juifs qui, à l'unisson des hommes de paix et de justice de toutes confessions (ou sans confession), revendiquent l'application du principe moral énoncé au lendemain de la Shoah (dont beaucoup d'entre eux ou leurs parents ont été victimes) : « *Plus jamais ça !* »

En ce sens, la requête de l'UJFP est salutaire et d'utilité publique. Par leur vécu et leurs analyses, les Juifs non sionistes apportent un éclairage nouveau sur les évolutions de la société française et les réalités du Proche-Orient. Ils sensibilisent sur la dégradation de l'image du judaïsme dans l'opinion française et sur le regain d'antisémitisme et d'islamophobie – conséquences de la confusion entretenue par la plupart

des responsables politiques, médiatiques et religieux entre judaïsme et sionisme, Juifs et Israéliens, islamisme et soutien aux droits des Palestiniens (en gommant au passage les chrétiens palestiniens).

Nous ne pouvons servir le Christ et nous détourner de nos frères en demande de considération et désireux de participer à l'œuvre commune de justice et de paix. Comme l'écrit le cardinal Pierbattista Pizzaballa, patriarche latin de Jérusalem, dans sa lettre pastorale du 27 avril 2026 : « *Il existe une différence entre ceux qui exercent le pouvoir et ceux qui le subissent, entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés, entre ceux qui possèdent les armes et ceux qui en sont menacés, entre ceux qui occupent et ceux qui sont occupés. Les responsabilités ne sont pas les mêmes. Reconnaître cette différence est un acte de respect envers la justice et la vérité* ». (<https://www.vaticannews.va/fr/eglise/news/2026-04/lettre-pastorale-cardinal-pizzaballa-patriarcat-latin-jerusalem.html>) Respect, justice, vérité, n'est-ce pas là le minimum qu'un chrétien puisse exiger de son Église ? Le pape Léon XIV, dans la ligne de son prédécesseur François, plaide pour le principe de diversité, au sein de l'Église comme dans ses relations avec la société et le monde. Qu'attend l'épiscopat français pour honorer ce principe ? **Laurent Baudoin**, membre du Conseil d'Administration des Amis de Sabeel France (ADSF) Membre du Conseil d'Administration du Groupe d'amitié islamo-chrétienne (GAIC) Animateur du groupe Gaza de la communauté de Saint-Merry Hors les Murs

© 123RF.com

